Déglobaliser l'histoire globale de l'Europe

Stephen W. Sawyer

Vu des rives de l'Europe continentale aujourd'hui, on pourrait croire que les vents de l'histoire soufflent inlassablement vers le large. L'histoire globale a eu un puissant effet centrifuge : même les historiens les plus provinciaux ont entendu l'appel à lever l'ancre et à fendre les vagues vers de lointains horizons. La tendance est si profonde que le postulat d'une intégration mondiale toujours plus étroite semble informer de plus en plus nettement la manière dont nous choisissons, périodisons et étudions nos sujets de recherche. En un clin d'œil, des sujets monographiques autrefois prisés nous paraissent lamentablement étriqués, les visites aux archives se mesurent désormais en continents plutôt qu'en villes et en séries, et nos inaptitudes linguistiques ne nous inspirent plus un discret embarras mais des regrets déchirants. Sans avion ni internet, les Européens du passé entretenaient déjà des relations à longue distance ; les réseaux familiaux régissaient la fortune et l'infortune par-delà les océans ; des bourgades reculées cachaient des arrière-pays de la taille d'un hémisphère. Les travaux portant sur l'histoire européenne ont mis au jour des interconnexions plus précoces qu'attendu, dans des endroits surprenants et à travers des objets improbables ; ce faisant, ils nous ont encouragés à affirmer ce qui semble aujourd'hui une évidence : l'histoire contemporaine de l'Europe a toujours été globale.

Cette déclaration ne manque certes pas de consistance. Assurément, il serait inacceptable d'écrire l'histoire de l'Europe au prisme d'un scepticisme réactionnaire et d'un nationalisme belliqueux, en faisant l'impasse sur la profondeur et l'extension des connexions mondiales qui l'englobent. Cependant, il demeure des questions, toujours plus insistantes à mesure qu'évoluent les structures,

Annales HSS, 76-4, 2021, p. 775-785, 10.1017/ahss.2022.1
© Éditions de l'EHESS

https://doi.org/10.1017/ahss.2022.1 Published online by Cambridge University Press

les technologies et les modes de mondialisation hérités du monde de l'après-guerre froide[1]. En effet, comme l'ont souligné Stefanie Gänger et Jürgen Osterhammel, l'histoire globale se fonde, au cours des trente dernières années, sur une hypothèse aussi tacite que discutable : il existerait « une globalisation croissante, une consolidation continue du contexte mondial non seulement sur le plan économique, mais aussi pour les questions environnementales, culturelles et sociales[2] ». Assurément, il ne s'agit pas de remettre en cause le consensus bâti autour de l'idée d'une intégration mondiale durant les trois derniers siècles, appréhendée à partir des analyses de la circulation des pratiques, des acteurs et des objets dans le monde : l'hypothèse implicite d'une mondialisation sous-jacente depuis le XVIII[e] siècle au moins semble incontestable. Non, la discordance se situe ailleurs : et si les historiennes et historiens d'aujourd'hui reconnaissaient que les gens du passé étaient également conscients de la mondialisation qui était la leur ?

L'appel de David Motadel, dans l'introduction de ce numéro, à rassembler différentes perspectives sur le « tournant global » me paraît une bonne occasion pour revenir sur cette hypothèse fondamentale[3]. En effet, si nous jetons un regard critique sur les histoires mondiales des trente ou quarante dernières années, qui ont tant contribué à améliorer notre compréhension de l'Europe moderne et contemporaine, nous devons reconnaître qu'elles méritent d'être davantage historicisées : si le tournant global reflète une forme de conscience mondiale récente et tout à fait spécifique, il s'insère dans une tradition de pensée européenne déjà ancienne, qui réfléchissait à l'échelle du monde. S'il serait anachronique d'imaginer l'utilisation du terme « mondialisation » dans les périodes précédentes, il existait néanmoins une « compréhension globale » chez de nombreux acteurs historiques[4]. Mais il y a plus : cette prise de conscience précoce de l'existence de forces mondiales a contribué, en retour, à façonner la globalisation telle que nous la connaissons. En d'autres termes, il ne s'agit pas ici de contester la réalité de l'intégration mondiale ou le fait qu'elle doive participer pleinement à l'écriture de l'histoire européenne, mais plutôt d'affirmer que ces processus ne sont pas passés inaperçus des acteurs historiques du passé.

De nombreuses leçons peuvent être tirées de l'étude de ces perceptions antérieures de la mondialisation. Parmi elles, on peut citer cette observation (apparemment) contradictoire : l'approfondissement de l'interconnexion mondiale n'implique pas systématiquement l'ouverture des frontières, une interdépendance

1. Paul B. CHENEY, « The French Revolution's Global Turn and Capitalism's Spatial Fixes », *Journal of Social History*, 52-3, 2019, p. 575-583.
2. Stefanie GÄNGER et Jürgen OSTERHAMMEL, « Denkpause für Globalgeschichte », *Merkur*, 855, 2020, p. 79-86.
3. Voir, dans le présent numéro, l'introduction de David MOTADEL, « Globaliser l'Europe », *Annales HSS*, 76-4, 2021, p. 645-667.
4. Ainsi, « l'absence d'une labellisation, jusqu'à une période récente, 'histoire globale', ne signifie nullement que la question n'ait pas été abordée ». Cité : Guillaume CARNINO et Jérôme LAMY, entretien avec Liliane HILAIRE-PÉREZ, « 'L'histoire des techniques a longtemps été la discipline la plus simplificatrice' », *Zilsel*, 5-1, 2019, p. 229-267, ici p. 259.

https://doi.org/10.1017/ahss.2022.1 Published online by Cambridge University Press

accrue ou une fluidité culturelle croissante. En réaction à ce qui était perçu comme des dynamiques mondiales, des formes d'organisation sociale désintégratrices, induisant des formes de repli, ont vu le jour. Face au caractère à la fois profitable *et* déstabilisateur des processus globalisants, des initiatives émergèrent pour en canaliser les effets. Si de telles tentatives de contrôle n'ont rien enrayé, elles ont certainement contribué à façonner la globalisation selon les époques. Cette histoire aussi doit être écrite.

Tout d'abord, nous pouvons observer qu'historiquement, l'État-nation impérial a été l'un des instruments privilégiés pour diriger et modeler la mondialisation à des fins spécifiques en Europe. Saisir comment les acteurs concevaient – et reconsidéraient – les relations entre les échelles nationale, européenne, impériale et mondiale reste une tâche essentielle pour les historiens de l'Europe. Les acteurs historiques, selon leur conception de l'orientation à donner à l'intégration mondiale, n'ont ainsi cessé d'investir ou de refuser des modes de coordination sociale. Il est donc extrêmement problématique – mais aussi très significatif – que les histoires globales de la fin du XX^e^ et du début du XXI^e^ siècle aient mis à l'honneur certaines échelles – comme les régions ou les villes – au détriment d'autres, telle la nation, souvent présentée comme une force anti-globale ou, à tout le moins, en tension avec les processus structurels de mondialisation.

La première moitié du XIX^e^ siècle en France offre un aperçu particulièrement intéressant de ce problème. Bien que l'on puisse faire le constat d'une intégration mondiale accrue à la fin du siècle, le chemin pour y parvenir fut pour le moins sinueux. Les guerres napoléoniennes, la montée des nationalismes sur le continent, le protectionnisme, la naissance des sciences sociales, de nouvelles formes de pouvoir impérial et la réinvention des pratiques démocratiques ont profondément transformé la manière dont les États réagissaient aux pressions mondiales héritées du XVIII^e^ siècle. Si la France reste engagée dans des réseaux européens et mondiaux, les individus et les groupes résistent à de multiples reprises à ce qu'ils perçoivent comme des menaces provoquées par les processus d'intégration mondiale du siècle précédent. On observe par exemple de nouvelles formes de repli sur le localisme, le nationalisme et les projets impérialistes au service de la nation au moyen desquels les acteurs s'efforcent de refaçonner, de réorienter et de revoir la hiérarchie des processus d'intégration mondiale – ainsi que les termes qu'ils emploient pour décrire ces mouvements. Émerge finalement de ces différents mouvements une conception profondément différente de la *manière* dont la France devait se mondialiser.

La seconde moitié du XVIII^e^ siècle connaît une accélération impressionnante, tant par son ampleur que par sa profondeur, de l'intégration économique de chaque hémisphère, des circulations océaniques, voire du monde entier[5].

5. Rafael DOBADO-GONZÁLEZ, Alfredo GARCÍA-HIERNAUX et David E. GUERRERO, « The Integration of Grain Markets in the Eighteenth Century: Early Rise of Globalization in the West », *Journal of Economic History*, 72-3, 2012, p. 671-707.

https://doi.org/10.1017/ahss.2022.1 Published online by Cambridge University Press

Expansion des marchés mondiaux de matières premières[6], menaces pesant sur la souveraineté[7], nouvelles formes de guerres[8], pratiques culturelles transfrontalières[9], « mouvement alternatif mondial[10] » sapant la légitimité de l'État sous Louis XVI[11], internationalisation du secteur bancaire[12], essor du commerce international[13] et expansion considérable des lettres de change : « les causes, les dynamiques internes et les conséquences de la Révolution française sont toutes liées à la participation croissante de la France aux processus de mondialisation[14] ». Si certains historiens ont exprimé des doutes quant à la pertinence d'appréhender cette période d'un point de vue global[15], les faits suggèrent à tout le moins que l'âge des « révolutions atlantiques[16] » et l'écroulement de la monarchie française marquent le point culminant d'une « première » ou d'une « proto-mondialisation », d'une mondialisation « primitive » ou des « débuts » de la mondialisation[17].

Comme l'ont souligné S. Gänger et J. Osterhammel, les suites de cette première mondialisation au XIX^e^ siècle ont été essentiellement étudiées sous l'angle

6. Voir par exemple les nombreuses communications présentées dans la cadre du quatorzième congrès international d'étude sur le XVIII^e^ siècle, « L'ouverture des marchés et du commerce au dix-huitième siècle », Société internationale d'étude du dix-huitième siècle, université Érasme, Rotterdam, 26-31 juillet 2015.
7. Roger DEACON, « Despotic Enlightenment: Rethinking Globalization after Foucault », *in* P. HAYDEN et C. EL-OJEILI (dir.), *Confronting Globalization: Humanity, Justice, and the Renewal of Politics*, Londres, Macmillan, 2005, p. 34-49.
8. Richard WHATMORE, « The End of Enlightenment and the First Globalisation », *E-International Relations*, 16 juill. 2020, https://www.e-ir.info/2020/07/16/the-end-of-enlightenment-and-the-first-globalisation/.
9. Gilles HAVARD, « Le rire des jésuites. Une archéologie du mimétisme dans la rencontre franco-amérindienne (XVII^e^-XVIII^e^ siècle) », *Annales HSS*, 62-3, 2007, p. 539-573.
10. Soit le *« global underground »* évoqué dans le sous-titre originel de Michael KWASS, *Louis Mandrin. La mondialisation de la contrebande au siècle des Lumières*, trad. par D. Taffin-Jouhaud, Paris, Vendémiaire, [2014] 2016.
11. Paul B. CHENEY, *Revolutionary Commerce: Globalization and the French Monarchy*, Cambridge, Harvard University Press, 2010.
12. Jan DE VRIES, « The Limits of Globalization in the Early Modern World », *Economic History Review*, 63-3, 2010, p. 710-733.
13. Istvan HONT, *Jealousy of Trade: International Competition and the Nation-State in Historical Perspective*, Cambridge, Harvard University Press, 2005.
14. Suzanne DESAN, Lynn HUNT et William Max NELSON, « Introduction » *in* S. DESAN, L. HUNT et W. M. NELSON (dir.), *The French Revolution in Global Perspective*, Ithaca, Cornell University Press, 2013, ici p. 4.
15. David A. BELL, « Questioning the Global Turn: The Case of the French Revolution », *French Historical Studies*, 37-1, 2014, p. 1-24 ; Jeremy ADELMAN, « What Is Global History Now? », *Aeon*, 2 mars 2017, https://aeon.co/essays/is-global-history-still-possible-or-has-it-had-its-moment.
16. R. R. PALMER, *The Age of Democratic Revolution: A Political History of Europe and America, 1760-1800*, Princeton, Princeton University Press, 2 vol., [1959-1964] 2014 ; Jacques GODECHOT, *Les révolutions (1770-1799)*, Paris, PUF, [1963] 1986.
17. Bailey STONE, *Reinterpreting the French Revolution: A Global-Historical Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 ; Matthias MIDDELL, « The French Revolution in the Global World of the Eighteenth Century », *in* A. FORREST et M. MIDDELL (dir.), *The Routledge Companion to the French Revolution in World History*, Londres, Routledge, 2016, p. 23-38.

https://doi.org/10.1017/ahss.2022.1 Published online by Cambridge University Press

des continuités[18]. Il fait peu de doute que les connexions mondiales qui se perpétuent voire s'accélèrent au XIX^e siècle découlent de processus entamés au siècle précédent[19]. Les formes du commerce mondialisé au XVIII^e siècle, par exemple, demeurent pertinentes et se développent considérablement au XIX^e siècle, en lien avec l'essor de nouvelles technologies et de nouvelles formes d'impérialisme mondial. Néanmoins, si ces processus sociaux et économiques se caractérisent par une forme de continuité, il n'en va pas nécessairement de même pour la perception qu'ont les acteurs des avantages, des défis voire des pièges de la mondialisation. De façon significative, les études historiques ont mis en évidence les continuités de l'intégration mondiale entre le XVIII^e et le XIX^e siècle, mais la plupart d'entre elles tendent à situer une inflexion décisive dans la seconde moitié du XIX^e siècle[20]. Si le début du XIX^e siècle n'a évidemment pas été ignoré, on n'a encore guère prêté attention à la manière dont les acteurs de la période ont interprété et réagi à une intégration mondiale qu'ils tenaient, eux aussi, pour partiellement responsable de la Révolution et du monde qu'elle avait construit.

L'histoire globale du XIX^e siècle a eu ses opposants, et si un cadre a été désigné comme le rival par excellence, chancelant mais tenace, de la mondialisation, c'est bien celui de la nation. Les histoires nationales enfermeraient nos méthodologies dans les bornes strictes de frontières abstraites, limiteraient le type même de questions autorisées aux historiens et chercheurs en sciences sociales et soumettraient tacitement toute la discipline à des modes d'enquête historique qui empêcheraient à de vastes pans de l'expérience humaine de trouver un récit[21]. La fétichisation de la nation n'a pas été sans conséquence sur l'écriture de l'histoire[22]. Pour autant, il est surprenant de voir ainsi désigner la nation comme l'ennemi

18. S. GÄNGER et J. OSTERHAMMEL, « Denkpause für Globalgeschichte », art. cit. ; Annie JOURDAN, « Napoleon and Europe: The Legacy of the French Revolution », *in* A. FORREST et M. MIDDELL (dir.), *The Routledge Companion…*, *op. cit.*, p. 207-224 ; Alexander MIKABERIDZE, *Les guerres napoléoniennes. Une histoire globale*, trad. par T. Piélat, Paris, Flammarion, 2020.

19. Voir par exemple Emma ROTHSCHILD, *An Infinite History: The Story of a Family in France over Three Centuries*, Princeton, Princeton University Press, 2021 ou Pierre SINGARAVÉLOU et Sylvain VENAYRE (dir.), *Histoire du Monde au XIX^e siècle*, Paris, Fayard, 2017, qui considèrent le XIX^e siècle comme autant de « plages de temps auxquelles nous reconnaissons une certaine cohérence interne » (*ibid.*, p. 9).

20. Kevin H. O'ROURKE, « Europe and the Causes of Globalization, 1790 to 2000 », *in* H. KIERZKOWSKI (dir.), *Europe and Globalization*, New York, Macmillan, 2002, p. 64-86, ici p. 65 : « Contrairement à la croyance populaire, l'épisode d'intégration économique internationale le plus impressionnant à ce jour n'est pas la seconde moitié du XX^e siècle, mais les années qui vont de 1870 à la Grande Guerre ». Voir aussi Michael GEYER et Charles BRIGHT, « Global Violence and Nationalizing Wars in Eurasia and America: The Geopolitics of War in the Mid-Nineteenth Century », *Comparative Studies in Society and History*, 38-4, 1996, p. 619-657, ici p. 638-648.

21. Speranta DUMITRU (dir.), n° spécial « Les sciences sociales sont-elles nationalistes ? », *Raisons politiques*, 54-2, 2014.

22. Andreas WIMMER et Nina GLICK SCHILLER, « Methodological Nationalism, the Social Sciences, and the Study of Migration: An Essay in Historical Epistemology », *International Migration Review*, 37-3, 2003, p. 576-610.

https://doi.org/10.1017/ahss.2022.1 Published online by Cambridge University Press

numéro un de l'innovation historiographique, quand on voit combien d'autres échelles – individus, villes, continents, hémisphères ou empires coloniaux – ont été jugées compatibles avec les histoires globales, voire tenues pour les meilleures manières de les réaliser. Cela semble aussi injustifié d'un point de vue historique : les nations et le nationalisme, particulièrement en Europe, ont pris forme et, dans certains cas, atteint un premier apogée au moment précis où émergeaient de nouvelles formes de mondialisation. Certains des théoriciens précoces de la mondialisation (même s'ils ne l'appelaient pas forcément ainsi), de même que leurs critiques les plus féroces, fondaient en effet leurs analyses sur le rôle d'un nationalisme capable de détruire les anciens modes d'organisation mondiale. Les premières idées socialistes, qui devaient aboutir à la condamnation définitive par Karl Marx du capitalisme industriel, cherchent justement à démasquer un nationalisme bourgeois triomphant qui dirige (pour l'instant) la nouvelle mondialisation industrielle : tout en remplissant les coffres des États-nations au service d'une bourgeoisie nationale, le capitalisme mondial naturalise les frontières même qu'il déborde.

K. Marx avait évidemment raison. Moins de vingt ans après que Napoléon a esquissé peut-être le premier grand « découplage », voué à soutenir l'économie du continent au moyen d'un blocus contre la Grande-Bretagne, la France élève des frontières artificielles autour de son économie nationale, tandis que son empire colonial étend son influence européenne et mondiale. Rien de surprenant à cela : aussi impérialistes, transfrontalières voire mondiales qu'elles aient pu être, les ambitions économiques de Napoléon ont toujours visé à replacer la France au premier rang sur le continent et dans le monde. Le nationalisme économique et le protectionnisme qui ont suivi après la chute de l'Empire dans la première moitié du XIX^e^ siècle se nourrirent de ces expériences, tout en cherchant à profiter de *l'expansion* d'une économie mondiale. Quelques années plus tard, l'Allemand Friedrich List se rendit aux États-Unis pour y étudier le développement des infrastructures, avant de se tourner vers la France où il travailla à transposer son expérience aux côtés d'Adolphe Thiers. Si ce genre de voyage à travers le monde a certainement contribué à une nouvelle mondialisation des politiques et de l'expertise économiques, ils l'ont fait au service d'un nationalisme économique nouveau. Les doctrines économiques du XVIII^e^ siècle, écrit F. List, « ont toujours eu en vue l'humanité et les individus, non les nations[23] ».

L'engagement de Thiers en faveur des tarifs douaniers, de la consolidation nationale de l'économie et d'une politique commerciale favorable à la France exerça une profonde influence[24]. Tout en demeurant extrêmement attaché à l'expansion impérialiste de la France en Méditerranée et au-delà, l'homme cultive également une véritable obsession pour ce que nous appellerions aujourd'hui la

23. Friedrich LIST, *Système national d'économie politique*, trad. par H. Richelot, Paris, Capelle, [1841] 1851, p. 2.
24. David TODD, *L'identité économique de la France, libre-échange et protectionnisme, 1814-1851*, Paris, Grasset, 2008 ; Stephen W. SAWYER, *Adolphe Thiers. La contingence et le pouvoir*, Paris, Armand Colin, 2018.

https://doi.org/10.1017/ahss.2022.1 Published online by Cambridge University Press

« relocalisation ». La dépendance de la France aux productions étrangères était, d'après lui, la conséquence des doctrines économiques dangereuses et infondées qui avaient dominé le siècle précédent. « Il s'agit des intérêts du pays », explique Thiers à propos de la capacité industrielle de la France, invoquant des « intérêts divers comme les productions du pays, [...] intérêts que le gouvernement doit tous entendre, qu'il doit concilier s'il le peut mais qu'il doit protéger contre les empiètements des uns sur les autres[25] ». Cette économie politique nationale fut expressément conçue dans le but de contrecarrer les formes excessives de libéralisation économique et d'intégration internationale qui auraient contribué à ce qu'il appelle les excès du laissez-faire de la Révolution française : « Voilà le bel argument du *laissez-faire* et du *laissez-passer*, qui n'a jamais rien produit dans le monde[26]. »

Cette nouvelle économie politique, où la nation tient le premier rang, s'appuie également sur une remise en cause directe des hypothèses scientifiques qui sous-tendaient les modes antérieurs d'intégration mondiale. L'émergence des sciences sociales au XIX^e^ siècle s'est en effet construite contre la première « mondialisation » des Lumières et son universalisme abstrait, donnant naissance à une forme de nationalisme méthodologique contre lequel les chercheurs en sciences sociales luttent encore aujourd'hui[27]. Dans le champ de la production historique, dominé par des figures comme Jules Michelet, François Guizot et Edgar Quinet, le roman national a permis au moins d'élever la France au-dessus des identités régionales et de la remettre au premier rang, dans un monde plus intégré. « J'aperçus la France. Elle avait des annales et non point une histoire » : ainsi J. Michelet condamne-t-il ses prédécesseurs des Lumières[28]. Dans des termes qui nous semblent particulièrement familiers, il observe dans son *Introduction à l'histoire universelle* que le monde de son temps est « dans l'ouragan ; il va si vite, si vite, que le vertige prend aux plus fermes, et que toute poitrine en est oppressée ». Par conséquent, son histoire universelle, insiste-t-il, « part de haut et de loin ; ce

25. Adolphe THIERS, « Discours sur la loi des douanes prononcé le 15 avril 1836 », *in* A. CALMON (dir.), *Discours parlementaires de M. Thiers, première partie (1830-1836)*, t. 3, Paris, Calmann Lévy, 1879, p. 269-293, ici p. 273.

26. *Id.*, *Discours de M. Thiers sur le régime commercial en France, prononcés à l'Assemblée nationale les 27 et 28 juin 1851*, Paris, Paulin, Lheureux & Cie, 1851, p. 23.

27. Voir par exemple la recension de Martin GIERL, « L'historicisation globale du monde des Lumières. De la médiatisation de l'historiographie au XVIII^e^ siècle à sa numérisation aujourd'hui », *Dix-huitième siècle*, 46-1, 2014, p. 203-218, ici p. 207 : à propos de la récente étude de J. G. A. Pocock sur l'*Histoire du déclin de la chute de l'Empire romain* (1776-1788) d'Edward Gibbon, M. Gierl observe que « Pocock déploie avec la Rome de Gibbon comme métaphore culturelle et de pouvoir l'espace politique et idéologique de la compréhension globale de l'histoire et de la culture de l'époque. L'historicisation de la conscience *via* l'inscription de l'historicité locale dans l'histoire globale du monde et de la culture que réalise le XVIII^e^ siècle est perceptible chez Gibbon et sa réception des univers antérieurs aux Lumières et extra-européens, et elle peut être documentée grâce à des études locales, des études partielles et des analyses de médias ».

28. Jules MICHELET, « Préface de 1869 », *Histoire de France*, livre I, Sainte-Marguerite-sur-Mer, Éd. des Équateurs, [1869] 2013, p. 7.

https://doi.org/10.1017/ahss.2022.1 Published online by Cambridge University Press

ne serait pas trop de l'histoire du monde pour expliquer la France ». C'est si vrai que « ce petit livre pourrait aussi bien être intitulé : *Introduction à l'histoire de France* ; c'est à la France qu'il aboutit »[29].

Malgré leur dette indéniable envers leurs prédécesseurs du XVIII^e^ siècle, J. Michelet et ses disciples du XIX^e^ siècle n'eurent de cesse de répéter que le temps était venu d'une nouvelle histoire du monde où la France serait l'échelle de référence du savoir historique. Cette France mondiale prend acte des réalisations de la mondialisation dans le passé, mais privilégie la nation comme nouveau véhicule de l'intégration mondiale. La relation fusionnelle qu'entretient J. Michelet avec la France ne tourne pas tant le dos à l'universalisme et à l'histoire du monde qu'aux formes spécifiques qu'ils ont prises chez les historiens des Lumières, de l'essai d'Adam Ferguson sur la société civile au récit de Jean-Jacques Rousseau sur les origines de l'inégalité[30]. J. Michelet cherche à réorienter l'histoire universelle, à revoir la hiérarchisation des échelles permettant d'atteindre cet universel. Pour lui comme pour beaucoup de ses contemporains, il faut *ré*écrire l'histoire universelle, la France en tête.

J. Michelet n'est assurément pas seul en son genre. Les conceptions globales de l'histoire et les processus de mondialisation n'ont évidemment pas attendu, pour exister, que les chercheurs en sciences sociales leur donnent ce nom, mais c'est justement pour cette raison que la naissance de la discipline marque une étape si importante dans les processus contradictoires de constitution du monde. L'apparition des sciences sociales en France résulte d'une critique des hypothèses « abstraites » et « métaphysiques » que des figures comme Auguste Comte considèrent comme au cœur de la philosophie des Lumières. A. Comte se gausse volontiers de ces générations insensées dont la perspective surplombante empêchait toute saisie concrète ou précise du « social » en tant que tel. La « société » qu'il étudie si scientifiquement est définitivement française. Le nationalisme méthodologique n'est pas une invention *sui generis*, qui tournerait le dos aux prétentions européennes à incarner l'humanité universelle héritée du XVIII^e^ siècle ; bien au contraire, il a précisément pour ambition de contrecarrer cette forme d'universalité aux contours cosmopolites pour en proposer une autre, enracinée dans une société donnée. Les leçons et les modèles qu'une société fournit au monde découlent de son implantation délibérée dans le contexte national. Comme l'affirme A. Comte dans le quatrième volume de sa *Philosophie positive*, les excès de la Révolution française sont le résultat de « l'élaboration philosophique de cette doctrine, qu'on peut voir partout uniformément dominée par l'étrange notion métaphysique d'un

29. *Id.*, *Introduction à l'histoire universelle*, Paris, Hachette, 1831, p. 1.

30. Adam FERGUSON, *Essai sur l'histoire de la société civile*, trad. par M. Berger et C. Gautier, Paris, PUF, [1767] 1992 ; Jean-Jacques ROUSSEAU, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Amsterdam, Marc Michel Rey, 1755. Voir aussi le projet de recherche européen ENGLOBE, « Enlightenment and Global History » (université de Potsdam, 2009-2013), qui affirme que les Lumières « furent le premier moment de l'histoire où les questions et les problèmes liés aux processus de mondialisation entrèrent en débat » : https://cordis.europa.eu/project/id/238285.

https://doi.org/10.1017/ahss.2022.1 Published online by Cambridge University Press

prétendu état de nature, type primordial et invariable de tout état social[31] ». L'évolution de la littérature peut se prêter au même genre d'analyse. Quoique des références mondiales traversent les fictions du célèbre docteur ès sciences sociales Honoré de Balzac, lui-même présente son œuvre comme l'héritière de naturalistes comme le comte de Buffon, Étienne Geoffroy Saint-Hilaire et Georges Cuvier. Mais la transition qu'il opère entre les espèces zoologiques de ses prédécesseurs et les espèces sociales de *La comédie humaine* aboutit à la nationalisation des catégories scientifiques mêmes dont il revendique la filiation : « Si quelques savants n'admettent pas encore que l'Animalité se transborde dans l'Humanité par un immense courant de vie, affirme-t-il, l'épicier devient certainement pair de France[32]. » Par ce glissement de l'universalité de l'animal au profil social d'un membre de la chambre haute du Parlement français, Balzac nationalise bel et bien un projet scientifique au départ universel.

Comme Balzac invite à le penser, la question est aussi politique. Après avoir allumé la flamme de la Révolution et donné voix à un universalisme indivisible, le continent, brièvement dominé et unifié par l'un des grands héritiers de 1789, se trouve à nouveau divisé au cours de la Restauration. Dans le sillage du Premier Empire napoléonien, le congrès de Vienne instaure, en 1815, un système hybride où une Europe éclatée se met en place tandis que la monarchie est restaurée en France. Le rêve d'une nouvelle Europe unifiée s'effondre aussi rapidement qu'il était devenu réalité[33]. La désagrégation du premier projet d'intégration européenne n'est pas sans conséquences. L'« étatisation » de la société française va désormais de pair avec un processus de nationalisation qui répond aussi aux forces de mondialisation si puissantes du siècle précédent[34]. Loin d'être neutre donc, cette étatisation a été façonnée par les idéologies rivales qui ont animé les régimes successifs de la première moitié du XIX^e^ siècle en France. Car il faut ici dépasser les clichés : malgré leur souci des droits individuels et leur scepticisme envers certaines formes d'intervention de l'État, les libéraux ont contribué au renforcement de l'État en soutenant l'expansion coloniale qui a elle-même durablement transformé les contours du commerce mondial. On le sait aujourd'hui, en dépit de son engagement pour les libertés individuelles en France – ou plutôt à cause de lui –, Alexis de Tocqueville a soutenu l'expansion impérialiste en Algérie afin de renforcer la France comme nation et de consolider sa place en Europe et dans le monde[35]. Celui qui parle de « la démocratie qui remplit le monde »

31. Auguste COMTE, *Cours de philosophie positive*, vol. 4, Paris, Bachelier, 1839, p. 72.
32. Honoré DE BALZAC, « Avant-propos de la *Comédie humaine* », *in La comédie humaine*, t. 1, Paris, Gallimard, p. 7-20, ici p. 9, [1842] 1976.
33. Thierry LENTZ, « Napoléon est le précurseur de la construction européenne », *in Napoléon*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2001, p. 23-27.
34. Sur le processus d'étatisation de la société, voir en particulier Emmanuel FUREIX et François JARRIGE, *La modernité désenchantée. Relire l'histoire du XIX^e^ siècle français*, Paris, La Découverte, 2017.
35. Voir les textes réunis dans Alexis DE TOCQUEVILLE, *Tocqueville's Writings on Slavery and Empire*, éd. et trad. par J. Pitts, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2001.

https://doi.org/10.1017/ahss.2022.1 Published online by Cambridge University Press

dans le manuscrit original de *De la démocratie en Amérique*[36] plaide également pour un impérialisme agressif : ce n'est qu'en s'adonnant aux formes de guerre impérialiste les plus odieuses que la France saura consolider sa fierté et sa grandeur nationales. Le libéralisme du XIXe siècle s'est donc révélé particulièrement favorable aux systèmes mondiaux fondés sur une répartition inéquitable des droits politiques et économiques : étatisation, impérialisme et mondialisation avancent d'un même pas.

Avec le temps, ces idéaux libéraux ont été confrontés à d'autres thématiques nées de la Révolution française et, notamment, à la notion de souveraineté populaire. Que celle-ci ne soit jamais conçue à l'échelle du monde mais ait pris racine dans le contexte de « nations » a profondément influencé la manière dont la mondialisation a été vécue et s'est développée. L'idée de construire un *dèmos* à l'échelle d'un État aussi vaste que la France est déjà intimidante, de sorte que, même lorsque la démocratie s'installe à l'échelle internationale au milieu du XIXe siècle, on peine à imaginer un mode d'organisation démocratique à l'échelle du continent – sans parler du monde entier. Dans le concept d'« auto-gouvernement », *auto* s'entend de façon résolument nationale. Par conséquent, l'équilibre précaire qui s'était établi entre souveraineté et mondialisation sous la monarchie, à la fin du XVIIIe siècle, ne parvient pas vraiment à se stabiliser à l'époque post-révolutionnaire[37]. Au contraire, la construction d'une souveraineté populaire vient alimenter des idées quant au caractère national, à la passion de l'égalité à l'intérieur des frontières françaises et au développement d'un esprit « pratique » dans le contexte d'une mondialisation accélérée.

La République est sans aucun doute le régime qui a permis d'accommoder souveraineté populaire, nationalisme insurrectionnel et pressions mondiales croissantes. Une telle conjonction devient ainsi un marqueur du républicanisme français. Paradoxalement, d'autres États européens et atlantiques partagent ce nouvel investissement républicain, bien qu'ils refusent à leurs périphéries coloniales l'accès au même engagement politique. De ce point de vue, le républicanisme français de la première moitié du XIXe siècle contribue également à désintégrer, rediriger et réajuster les processus d'intégration mondiale qui avaient structuré le siècle précédent. Par une ironie de l'histoire, les révoltes qui secouent l'Europe dans les années 1830 et 1840 accompagnent elles aussi ces processus. Sans être nationalistes au sens actuel du terme, des républicains convaincus comme Alexandre Ledru-Rollin, Louis Blanc et François-Vincent Raspail combattent

36. Cette phrase est étrangement absente des notes de la version Pléiade de l'ouvrage d'Alexis DE TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Gallimard, [1840] 1992, n. 1139, p. 1129. Dans la version anglaise tirée du manuscrit conservé à Yale University, il est noté : « To find out why? That it is there [...] democracy that fills the world. It is the only door open in the future to the re-formation of an aristocratic society. Democracy pushes toward commerce [...] » (n. 1025 et 1026). Dans la Pléiade, on lit en note 1139, page 1128, « Chercher pourquoi. », puis la note reprend sur la page 1129 « La démocratie pousse au commerce [...] ». Voir aussi Alexis DE TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, éd. par E. Nolla., Paris, Vrin, 1990.

37. P. B. CHENEY, *Revolutionary Commerce*, *op. cit.*

https://doi.org/10.1017/ahss.2022.1 Published online by Cambridge University Press

pour une France plus juste, pour la dévolution du pouvoir au peuple français, pour la défense des intérêts des travailleurs français *et* pour une humanité plus juste. Dans la première moitié du XIX^e^ siècle, les réformes électorales, l'élargissement du suffrage, les nouveaux comités de correspondance et les appels à la régulation sociale renforcent peu à peu le poids de l'administration nationale. Si l'on espérait que les idéaux socialistes et démocratiques nés en France puissent inspirer d'autres nations, leur existence même exigeait toutefois, à un certain niveau, le développement d'une solidarité *française* qui avait cruellement manqué aux monarchies d'Ancien Régime en Europe.

L'époque du Premier Empire et les décennies qui suivirent ont été le témoin de ce que l'on pourrait appeler une « globalisation déglobalisante », soit un moment où l'intégration mondiale ne s'arrête certes pas, mais où les échelles d'appartenance et les processus mondiaux sont perçus comme des influences contradictoires. Ces forces ont radicalement transformé les connexions mondiales en les refaçonnant au moins partiellement autour de nouvelles préoccupations nationales. Si l'on veut saisir plus largement les événements de la première moitié du XIX^e^ siècle et l'histoire globale de l'Europe, il est extrêmement important de mettre en évidence les mouvements opposés voire régressifs qui ont entravé, façonné et modifié les processus de mondialisation. Les lignes qui précèdent esquissent quelques-unes des manières dont ont évolué les conceptions de la mondialisation dans l'histoire de l'Europe avant le tournant global. Aujourd'hui, écrire l'histoire de l'Europe suppose une approche profondément réflexive quant à la manière dont les échelles auxquelles nous concevons nos interactions politiques, sociales et mondiales ont été historiquement construites. Ce que nous appelons histoire globale – et qui a pour but de déceler les connexions mondiales et de révéler des réseaux internationaux et mondiaux cachés – s'inscrit dans une généalogie de longue durée, qui doit faire partie intégrante de l'écriture de cette histoire heurtée, portée par des vents changeants et, parfois, contraires.

Stephen W. Sawyer
The American University of Paris
ssawyer@aup.edu

Traduction de Laurent Perez

https://doi.org/10.1017/ahss.2022.1 Published online by Cambridge University Press